

IL A REÇU HIER LES AMBASSADEURS D'ESPAGNE ET D'ITALIE

Haddad mise sur des partenariats productifs en Algérie

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, qui a reçu hier les ambassadeurs d'Italie et d'Espagne, a appelé les entreprises de ces deux pays à lancer des partenariats productifs en Algérie. Les contraintes administratives pour les entreprises espagnoles et italiennes existent mais ne sont pas insurmontables, assurent leurs ambassadeurs.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Hôte dimanche dernier de l'ambassadeur de France, Bernard Emié, et de l'ambassadrice des Etats-Unis, Mme Joan A. Polaschika, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) Ali Haddad a poursuivi hier sa mission de diplomate économique en recevant successivement l'ambassadeur d'Italie et l'ambassadeur d'Espagne. Voulues booster davantage la coopération économique entre les deux pays, les deux rencontres ont été l'occasion pour le président du FCE d'appeler les entreprises italiennes et espagnoles à s'engager dans des partenariats productifs. Confortant les propos de l'ambassadeur d'Italie, Michele Giacomelli, favorable à l'association du savoir-faire italien avec les capacités algériennes dans plusieurs secteurs d'activités, le président du FCE invitera ainsi les entreprises italiennes à s'implanter localement, des filières de partenariat à développer en commun étant déjà ciblées.

En ce sens, Ali Haddad qui citera notamment les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie, évoquera la possibilité de «créer quatre à cinq grands pôles industriels» à même, selon lui, de «drainer» d'autres investissements. «Nous voulons passer du stade d'importateur à celui de producteur», dira-t-il. Une dynamique qui devra être consolidée par l'organisation d'«importantes» missions d'affaires selon l'ambassadeur italien, Michele Giacomelli. Des partenariats productifs, la colocalisation et le transfert de savoir-faire et d'expertise sont également opportuns et possibles entre les entreprises algériennes et espagnoles. C'est ce dont il a été question lors de la rencontre entre Ali Haddad et l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Alejandro Polanco, qui assurera de la volonté des entreprises de son pays de développer des partenariats effectifs, au-delà de la simple coopération commerciale. Potentiels notamment dans les secteurs de l'agro-industrie, le tourisme, le BTPH et les transports, des partenariats qui pourront être explicités, affinés et lancés grâce aux missions d'affaires qui seront organisées durant les prochains mois. Notons qu'une mission d'hommes d'affaires algériens en Espagne sera organisée prochainement par le FCE, en vue de mettre en contact les opérateurs des deux pays.

En outre, la tenue d'une réunion de la commission mixte algéro-espagnole, attendue durant le semestre en cours, devrait également stimuler le partenariat. Cela étant, le développement du partenariat économique algéro-italien ou algéro-espagnol pâtit encore de contraintes administratives et notamment la règle 49-51 régissant l'investissement étranger. C'est ce que les deux ambassadeurs ont clairement affiché. Tout en considérant certes que cette règle «a été décidée par le gouvernement algérien. Nous la respectons», l'ambassadeur Michele Giacomelli assurera toutefois que «les entreprises italiennes doivent s'adapter». «Ce n'est pas un choix», relève l'ambassadeur d'Italie qui observe que «pour certaines petites et moyennes entreprises familiales, la règle peut être un frein, un élément de blocage». Une contrainte néanmoins surmontable, dans la mesure où «elle peut être contournée» à travers le pacte d'actionnariat, selon le diplomate italien. Abondant dans le même sens, l'ambassadeur d'Espagne, Alejandro Polanco, qui saluera «l'hospitalité» dont font preuve les entreprises et institutions algériennes pour leurs homologues espagnoles, reconnaît néanmoins qu'«il y a des complexités» administratives tant en Espagne qu'en Algérie. «Il y a des contraintes», dira le diplomate espagnol qui précise néanmoins que des efforts sont déployés pour trouver des «solutions», «alléger» l'impact de ces difficultés.

C. B.

BÉJI CAÏD ESSEBSI, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE :

«Nous sommes maintenant à l'épreuve de la réussite»

Le nouveau Président tunisien, en visite officielle dans notre pays hier et aujourd'hui, sa première à l'étranger, met en avant l'impérative coopération bilatérale avec l'Algérie, deux pays liés par un «même sort».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - S'il affirmera «la très bonne coopération entre les deux pays sur le plan sécuritaire à cause du terrorisme», Béji Caïd Essebsi, qui intervenait, hier, dans deux quotidiens nationaux qui l'ont interviewé, reconnaît, néanmoins qu'il n'en est pas de même sur le plan économique. En raison, expliquera-t-il, «d'une grave crise économique», que ce soit en Europe, aux Etats-Unis ou dans les autres pays. «Et ce n'est pas pendant les grandes crises que les relations se développent», ajoutera-t-il, reconnaissant, au passage, l'appui de l'Algérie à son pays dans la lutte contre le terrorisme.

Mais pour le nouvel homme fort de Carthage, le souci économique est intimement lié à la problématique sécuritaire. «On ne peut pas envisager de coopération ni même d'investissement extérieur sans, d'abord, régler le problème sécuritaire et, aussi, garantir la stabilité dans le pays», dira-t-il. Surtout que les deux pays partagent une longue bande frontalière, une dimension humaine commune. D'où, avouera-t-il, le «sort commun» qui lie les deux pays.

Récusant le concept de printemps arabe, une «invention occidentale» selon lui, Béji Caïd Essebsi regrettera la volteface des membres du G8 qui, lors de leur réunion de Deauville, ont promis une aide de 25 milliards de dollars pour la concrétisation du plan de développement économique et social étalé sur cinq ans, présenté à l'occasion. Mais

les résultats des élections de l'Assemblée nationale constituante, avec la majorité revenue à l'autre camp, ont fait capoter cette promesse. Ceci, en sus du fait que l'Europe, elle-même, est entrée en crise, ne pouvant donc faire des «largesses ailleurs». Et de préciser que le vieux continent s'est ravisé après le succès de la démarche démocratique, mais, soulignera-t-il, «jusqu'à maintenant, je n'ai pas vu grand-chose». Et au Président tunisien de faire montre de «prudence» vis-à-vis de la transition démocratique que plus d'un observateur considère comme étant «l'exemple» de par le monde arabe. Car pour lui, le début du printemps tunisien n'est pas encore confirmé même si des pas en avant ont été «effectués» avec des élections législatives et présidentielles très «correctes» et tout à fait «démocratiques», une Assemblée nationale constitutive qui a adopté une Constitution qui a changé les attributions des structures du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif avec un régime semi-présidentiel mais principalement parlementaire, l'essentiel du pouvoir exécutif étant entre les mains du président du gouvernement et des attributions du président de la République bien fixées,... Ce qui fait que, «actuellement, ceux qui exercent le pouvoir doivent rendre des comptes. Ils sont contrôlés, ce qui n'existait pas avant», dira-t-il.

Et cette exception tunisienne, Caïd Essebsi l'expliquera par le fait que, dès le début de l'indé-



Béji Caïd Essebsi.

pendance, sous le leadership de Habib Bourguiba, la Tunisie a pris deux décisions stratégiques : la généralisation en 1959 de l'enseignement, la promulgation du code du statut personnel qui a libéré la femme tunisienne devenue quasi l'égale de l'homme, surtout dans le paysage politique, social et culturel.

«Ce sont les deux grands leviers qui ont fait que la Tunisie réussisse», dira-t-il, mettant le doigt sur le troisième «ingrédient d'un régime démocratique», «la classe moyenne, très large dans le pays».

Ne reste à ses yeux que le quatrième ingrédient où la Tunisie est peu ou pas du tout performante : l'économie, convaincu que «pour réussir la démarche démocratique, il faut qu'il y ait un minimum de bien-être». Et sur ce plan-là, le tableau de bord est peu reluisant : 620 000 chômeurs pour un petit pays comme la Tunisie, des chiffres importants de pauvreté, plusieurs régions marginalisées et qui ne font pas partie du grand circuit économique,... Ce pourquoi les Tunisiens se sont révoltés, pas, ironisera Essebsi, «pour avoir quatre femmes ou parce qu'on n'en a qu'une, ou

pour aller faire la prière ailleurs. C'est principalement pour la liberté d'expression, la dignité et l'amélioration des conditions sociales». Essebsi s'interrogera quant au pouvoir de «remporter une victoire dans ce domaine-là et répondre aux attentes légitimes des régions et du peuple tunisien.» C'est ça, la question. Nous sommes maintenant à l'épreuve de la réussite (...). Nous sommes sur le point de réussir. Mais je dois dire que nous n'avons pas complètement réussi. Nous sommes toutefois sur la bonne voie».

Par ailleurs, même s'il soutient être pour tourner la page du passé, le nouveau Président de la Tunisie exclut toute amnistie pour ceux qui ont volé ou subtilisé et commis des actes répréhensibles. Il invitera la justice transitoire à assurer des garanties à ceux qui ont souffert de l'ancienne ère et leur restituer leurs droits, loin de tout rendement de comptes.

Quant à l'ancien président Ben-Ali, Essebsi dira que «s'il venait à exprimer son vœu de revenir au pays, il n'aurait qu'à passer d'abord par la justice qui s'occupe de son affaire».

M. K.

LE PRÉSIDENT BÉNINOIS, THOMAS BONI YAYI, À ORAN :

«Nous avons besoin de gaz, d'où notre passage ici»

Poursuivant, hier, sa visite d'Etat en Algérie qui l'a mené à Oran au niveau des installations du complexe de liquéfaction de gaz naturel GNL3Z, implanté dans la zone industrielle d'Arzew, accompagné du ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, le Président béninois, Thomas Boni Yayi, a qualifié sa rencontre avec le Président Bouteflika d'audience historique.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Dans une allocution adressée à la presse à l'issue de sa visite, le président du Bénin a fait l'éloge du parcours du président Bouteflika et son rôle majeur. «Il faut rappeler qu'il a mené depuis le début de sa carrière au profit de l'Algérie, pour le Bénin, pour l'Afrique, mais encore, dit-il, pour le monde, un rôle important». Plus loin, le président du Bénin a souhaité une bonne santé pour le président Algérien : «Nous voulons formuler au président, à sa famille, au gouvernement et au peuple algérien, tous nos vœux. 2015 sera une année de santé solide de leur président et de prospérité pour tout algérien.» Ce séjour en Algérie s'est soldé, dira le président du Bénin, par plusieurs décisions qui permet-



Thomas Boni Yayi.

tent de jeter les bases d'un nouveau départ. «Le ministre des Affaires étrangères du Bénin reviendra à la tête d'une forte délégation pour renforcer le dialogue politique entre les ministères des Affaires étrangères et renforcer cette coopération maritime, lancer une ligne aérienne entre nos deux pays...», dit-il. Pour le chef d'Etat du Bénin, l'énergie détermine le développement et la prospérité d'un pays, de ce fait dit-il, «le secteur de l'énergie a à sa tête en Algérie un homme que je respecte beaucoup et il ne va jamais me quitter, parce que le rêve du Bénin est absolument celui de nourrir celui des Béninois c'est-à-dire avoir de l'énergie abondante et moins chère

pour pouvoir tourner les secteurs productifs». Les turbines de gaz existent au Bénin mais ne tournent pas, précise le président béninois, «mais nous avons besoin de gaz d'où notre passage ici. Ce que j'ai vu là est impressionnant. Donc, nous voulons renforcer notre partenariat dans le secteur de l'énergie, une mission reviendra pour en discuter. Le but étant de transporter du gaz liquéfié, qui sera importé sous forme de butane pour permettre à mes chers compatriotes du Bénin d'obtenir du butane vraiment abordable».

Le Président béninois, Thomas Boni Yayi, a évoqué la nécessité d'avoir une vision régionale, précisant que l'Afrique doit parler avec l'Afrique, commercer et investir en Afrique, avec le Maghreb également.

Lors de cette visite d'Etat, la question de la sécurité a bien évidemment été évoquée «un défi que nous devons relever. Nous avons discuté de Boko Haram, l'occasion pour moi de bénéficier de l'expérience de l'Algérie, là, j'ai beaucoup appris comment organiser l'union sacrée ou absolument éradiquer le terrorisme qui guette le monde entier.» D'autres détails en relation avec la question sécuritaire ont été abordés mais ne peuvent bien évidemment pas être divulgués, a conclu le président du Bénin.

A. B.